

Une crise politique rampante

Moins de deux semaines après les élections législatives au Royaume-Uni, les choses ne s'arrangent pas pour le gouvernement conservateur. En perdant sa majorité, Theresa May a beaucoup perdu de son autorité. Le gouvernement engage les négociations de sortie de l'Union européenne dans une situation très défavorable. Les divisions dans son propre parti que May avait réussi à colmater depuis le référendum du 23 juin 2016 resurgissent, y compris au sein du gouvernement. Le Parti travailliste rajeuni est à l'offensive et Jeremy Corbyn réussit à faire taire – provisoirement – la majorité de ses propres opposants.

En convoquant des élections, May avait cherché à élargir sa majorité. Un raz-de-marée aurait été le bienvenu, mais une majorité de 50 ou 60 aurait suffi pour affermir son autorité et éviter des votes à risques. En fait, son calcul n'était pas si faux que cela. Elle a augmenté le pourcentage de son parti de 5,5%, arrivant à 42,4%; il faut revenir à 1983, à l'époque de Margaret Thatcher, pour retrouver un tel score. Mais son calcul a été basé aussi sur le fait que le Parti travailliste resterait bien derrière. C'est là où elle s'est trompée – avec, il faut dire, la quasi-totalité des commentateurs politiques. Et il faut bien comprendre pourquoi. Certes, les faiblesses et incohérences de sa campagne ont joué un rôle. Mais fondamentalement Corbyn a réussi sa percée à cause de son programme socio-économique radical. Tant que le Parti travailliste vivotait à moins de 30% dans les sondages les élites ne se souciaient pas trop de son programme, sinon pour s'en moquer. Par ailleurs, ils ont cru à leur propre propagande, qu'on ne pouvait pas se faire élire avec un tel programme. Corbyn a démontré le contraire.

Maintenant les conservateurs sont confrontés à plusieurs dilemmes. May dépend du soutien des dix députés du DUP, parti

des protestants fondamentalistes d'Irlande du Nord, ce qui n'est pas encore acquis. Dans une situation moins compliquée, un gouvernement minoritaire avec le soutien d'un petit parti pourrait survivre au moins deux ou trois ans, même peut-être cinq. Mais la situation est compliquée par le Brexit. Il est difficile d'imaginer ce gouvernement naviguer une série de votes d'ici 2019. Dans le Discours de la reine, qui présente les priorités du gouvernement à l'ouverture du nouveau Parlement, il n'y a donc pas moins que huit projets de loi concernant le Brexit. Il faudrait un gouvernement fort, face à l'UE et à l'opposition interne. Comment y arriver ? Dans certains pays la solution pourrait être une grande coalition. Mais chaque pays a sa propre culture politique et le Royaume-Uni ne fait pas de grandes coalitions. La seule et unique exception était en 1940.

Une nouvelle élection? Ce serait plus logique. Le problème, c'est qu'on ne peut pas garantir le résultat. On peut espérer une victoire conservatrice sous un nouveau dirigeant, mais on peut aussi se retrouver avec le statu quo. Et encore pire, une victoire de Corbyn. Ce qui serait inacceptable pour les classes dirigeantes et au lieu d'offrir une solution au Brexit, cela compliquerait le problème. Le *Financial Times* cite un ex-responsable de la campagne pour sortir de l'UE: «Si 38% [en fait, 40%] des électeurs optent vraiment pour Corbyn, [qui est] pro-IRA, antinucléaire, pro nationalisation, alors les électeurs du Royaume-Uni ne sont plus assez muris pour la démocratie. Nous ferions mieux de rester à l'UE si on va élire Corbyn». Les propos sont extrêmes. Mais le sentiment d'inquiétude à la perspective d'un gouvernement Corbyn est largement partagé dans les cercles dirigeants.

La référence à l'Union européenne est révélatrice. Les divergences entre les partisans du Brexit et les dirigeants de l'UE sont bien réelles. Mais face à la menace d'un vrai gouvernement de gauche la classe politique britannique, pro- et anti Brexit confondus, ferait front commun avec les

institutions européennes.

Corbyn a réussi à faire la campagne électorale en parlant peu du Brexit, indiquant simplement qu'il acceptait le verdict du 23 juin et qu'il ferait le meilleur accord possible, donnant juste l'impression qu'il sera moins rigide que May. Mais s'il est confronté à de nouvelles élections, il aura intérêt à être plus clair. Son programme le mettrait sur une course de collision avec les institutions européennes. Il ferait mieux de l'assumer et expliquer comment il voit l'avenir de la Grande-Bretagne après le Brexit, quels rapports avec l'Europe.

Le gouvernement britannique a sa vision du Brexit. Loin du protectionnisme prôné par Trump ou celui, européen, que Macron semble défendre, il veut un Royaume-Uni libre-échangiste et dérèglementé, mieux équipé pour affronter les défis la mondialisation.

Corbyn a intérêt à développer un contre-narratif. Au fait, il le développe largement en ce qui concerne le pays, mais la question de l'Union européenne est moins abordée. Trois jours après les élections, John McDonnell, ministre des Finances dans le cabinet fantôme et bras droit de Corbyn, répondait à des questions concernant l'attitude des travaillistes à l'égard du marché unique. Il a dit qu'il ne voyait pas comment le parti pourrait être favorable à rester dans le marché unique, parce son programme donnait la priorité à l'emploi. Il ajoutait que son parti respectait le résultat du référendum, ce qui n'était pas compatible avec le maintien dans le marché unique. L'explication est un peu courte. Mais il est parfaitement possible d'expliquer qu'une grande partie du programme travailliste est contradictoire avec les principes des échanges libres et sans entraves, l'opposition aux aides de l'État, etc. Dans un article sur le site du journal Politico, un ancien ministre portugais s'exprime ainsi : «Le débat fondamental n'est plus un combat entre ceux qui s'opposent à ce que la Grande-Bretagne quitte le bloc et ceux

qui veulent arracher le sparadrap. La tension réside dans les visions différentes d'où se dirige le pays» (<http://www.politico.eu/article/how-a-socialist-brexit-could-reshape-uk-and-europe/>). C'est une vision un peu optimiste; ce n'est pas encore le débat fondamental pour des millions de gens, mais c'est le débat qu'il faut mener et qui est déjà là en filigrane. Corbyn devrait expliquer comment son programme est contradictoire avec le marché unique et avec son ambition affichée de gouverner «pour le plus grand nombre, pas pour la minorité [des riches]». Cela permettrait aussi de s'adresser aux peuples d'Europe. Ce que le gouvernement britannique est strictement incapable de faire.

L'urgence d'une attitude offensive par Corbyn est soulignée par le fait que 50 de ses propres députés viennent de lancer un appel à rester dans le marché unique. Pour l'instant Corbyn est obligé de vivre avec sa fraction parlementaire. Mais il semble qu'il s'apprête, fort du résultat du 8 juin, à faire du nettoyage dans l'appareil du parti et de renforcer sa position au sein de son Comité exécutif. Il se peut quand même qu'avant qu'il ne puisse le faire, il soit confronté à une élection, si le gouvernement perd des votes sur le Discours de la reine, ou même se trouvait à la tête d'un gouvernement minoritaire.

Le débat sur l'avenir du pays qu'il faut n'a rien à voir avec l'affrontement caricatural entre hard et soft Brexit. «Soft Brexit» est un mot de code pour un Brexit sans Brexit, mis en avant par ceux qui ne voudraient pas de Brexit, mais n'osent pas aller directement contre le vote populaire. Donc ils proposent un «Brexit» tout en restant dans le marché unique. Pour le gouvernement britannique, dans les négociations qui viennent de débuter il ne s'agit pas de soft ou de hard, mais d'un Brexit plus ou moins favorable aux exportateurs britanniques, au flux des capitaux financiers, etc. Le résultat dépendra du rapport de forces, qui s'est brusquement dégradé depuis le 8 juin.

Depuis le 8 juin au Royaume-Uni on assiste à un barrage médiatico-politique visant à présenter le vote du 8 juin comme un vote contre un hard Brexit. Avec peu de preuves. Rappelons que le Brexit était la préoccupation principale pour 48% des électeurs conservateurs (qui soutenaient May), mais seulement 8% de ceux des travaillistes, qui avaient d'autres soucis. Parler du hard et soft, c'est déformer la réalité et essayer de faire oublier la leçon primaire de la campagne électorale: ce sont les questions sociales et économiques qui ont été mises au centre par la campagne du Parti travailliste.

Malgré les meilleurs efforts des anti-Brexit, les lignes ont remarquablement peu bougé depuis le 8 juin. Depuis son limogeage par May en juillet 2016, George Osborne, numéro deux du gouvernement Cameron et putatif successeur de ce dernier, s'est recyclé comme rédacteur-en-chef du journal de soir de Londres *Evening Standard*, d'où il a mené la vie dure à May pendant la campagne électorale. Mais c'est dans son journal qu'on apprend, le 15 juin, que 70% soutiennent toujours le Brexit (44 % par conviction, 26% parce que le peuple a voté ainsi) et que 52% soutiennent la ligne définie par May en janvier (ni union douanière ni marché unique). En revanche, moins de gens pensent que May est capable de réaliser ses objectifs (37% contre 48% avant les élections). Ce qui est assez logique.

Pour résumer : si les conservateurs continuent à gouverner avec le Parlement actuel, avec ou sans May, ils seront dans une situation de faiblesse, en générale et surtout vis-à-vis de l'UE ; s'ils risquent une élection, le résultat est imprévisible, la porte de sortie n'est pas garantie. On assiste à une crise politique rampante.

Après le 8 juin, on pouvait se demander ce qui pourrait arriver de pire aux conservateurs. La réponse est venue le 14 juin sous la forme de l'incendie d'une tour dans l'ouest de Londres. Les dernières estimations parlent de 79 morts,

chiffre qui risque d'augmenter. Il s'agit donc d'une tragédie humaine qui a entraîné la mort de dizaines de personnes, dont de nombreux enfants. Mais cette tragédie jette une lumière crue sur le Royaume-Uni d'aujourd'hui. D'abord, elle a eu lieu dans la commune la plus riche du pays, Kensington and Chelsea. Ensuite, la circonscription qui couvre une grande partie de la commune a pour la première fois été gagnée, de justesse, par une candidate travailliste, qui a centré sa campagne sur les inégalités. Car dans cette commune il y a des gens très riches et des pauvres. Et ce sont les pauvres qui habitaient la tour en question, Grenfell Tower.

Last but not least, l'incendie a mis l'accent sur la dérèglementation et les coupes budgétaires. La tour consiste de logements sociaux qui appartiennent à la commune, mais qui sont gérés, comme la totalité des logements sociaux de la commune, par un organisme dont la gestion et la volonté de réduire les dépenses ont été beaucoup critiqués. Il semble que l'incendie a s'est répandue à une vitesse fulgurante parce les panneaux extérieurs étaient faits d'une matière combustible. Il paraît que cela coûtait moins cher... Plus largement sont en cause non seulement la question de savoir si les règles sécuritaires ont été bien suivies, mais si ces règles elles-mêmes étaient suffisantes. Des poursuites criminelles restent possibles.

La réaction du gouvernement et de la commune (de droite) pour aider les survivants n'a pas été à la hauteur. May en particulier a été critiquée parce qu'elle a été voir la police et les pompiers, mais pas les résidents survivants. Il y a eu de gros problèmes de relogement des survivants; certains se sont fait proposer des logements loin de Londres, d'autres dorment dans leurs voitures ou dans les parcs. Corbyn est intervenu pour rappeler que les logements existent à Londres. Il y a en effet presque 20,000 logements qui sont vides depuis au moins six mois. Les personnes aisées et les sociétés immobilières les achètent comme un investissement. Cela

s'appelle le «land banking». Corbyn a expliqué que ces logements pourraient être occupés, expropriés ou sujets à un achat obligatoire («compulsory purchase»). Il a encouragé les gens à occuper de logements vides.

Ni les conditions dans lesquelles vivaient les locataires, ni la question des normes de sécurité, ni la gestion où l'argent prime sur les besoins humains ne sont un hasard. C'est le reflet parfait de la société britannique après 40 ans de néolibéralisme. Dans un discours du 5 janvier 2012, David Cameron déclarait que sa résolution pour la nouvelle année était de «tuer la culture de santé et sécurité une bonne fois pour toutes», car cela représentait «un albatros autour du cou des entreprises britanniques». Pour inverser un vieux slogan de la gauche radicale: «Nos profits valent mieux que vos vies».